

Recherches sociographiques



Julie Alice MORASSE, *Inventaire des indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2005, 94 p. (Conditions de vie.)

Simon Langlois

Volume 47, Number 1, janvier–avril 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/013663ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/013663ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Langlois, S. (2006). Review of [Julie Alice MORASSE, *Inventaire des indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2005, 94 p. (Conditions de vie.)]. *Recherches sociographiques*, 47(1), 187–189. <https://doi.org/10.7202/013663ar>

caritative dans le projet libéral moderne, ce qui suggère que Foucault se trompe non pas pour avoir vu dans le développement de l'État-providence une histoire continue, bien que zigzagante, mais pour y avoir décelé une velléité de contrôle, de stigmatisation et de régulation là où se passait, les sciences humaines auxquelles Fecteau aussi fait référence aidant, une transformation du souci philanthropique en société qui fonctionne aux problèmes. La criminalité, comme la pauvreté, fait maintenant partie d'une société complexe qui, dans sa dimension politique, est condamnée à prendre en charge des problèmes plus nombreux qu'elle ne peut en résoudre. L'État libéral, le livre de Fecteau le montre, n'était que l'autodescription d'une société qui n'a pas encore atteint ce degré de complexité. Si on veut étiqueter le libéralisme comme idéologie, ce n'est que dans ce sens que ce mot s'applique, mais l'histoire que l'auteur raconte indique bien que de toutes les idéologies produites par le XIX^e siècle, il était le plus proche à saisir la logique de la société moderne.

La voie à la modernité a certes connu des dérives et des particularités. L'auteur montre cela par rapport au mélange de discours concernant le traitement de la pauvreté et de la criminalité, Malthus y côtoyant Comte, le réformiste et sociologue apprenti montréalais Ames et la Montreal Charitable Organisation Society rivalisant avec la hiérarchie de l'Église catholique. Si tous ces discours s'inscrivent, selon l'auteur, dans un univers libéral, il est néanmoins étonnant que la lecture de ce livre laisse l'impression que le libéralisme reçoit de ce même auteur une pire note que l'ultramontanisme. Ce dernier est, en dernière instance, vu comme une source de communauté et d'éthique transcendante. Si l'Église moralisait, elle reconfortait aussi, gardant intacte la solidarité sur laquelle la Révolution tranquille et maintenant le modèle québécois se construiront; tandis que le libéralisme se condamne par son abandon de l'individu qu'il est censé promouvoir, l'eugénisme étant son dénouement ironique. Curieuse juxtaposition, qui en dit plus long et davantage sur les intellectuels québécois contemporains que sur le libéralisme lui-même. La lecture de *La liberté du pauvre* devient ainsi une illumination de la pauvreté du libéralisme de la classe qui en fait un cas.

Stephen SCHECTER

Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.

Julie Alice MORASSE, *Inventaire des indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2005, 94 p. (Conditions de vie.)

Les sciences sociales se sont intéressées très tôt dans leur histoire à la mesure de la pauvreté. Les premiers essais ont été faits pour illustrer les ravages de l'industrialisation et de l'urbanisation en Europe dès le XVIII^e siècle dans une perspective de réforme sociale qui préoccupait leurs auteurs. Avec le temps, les

types de mesure de la pauvreté se sont multipliés. La définition du phénomène s'est aussi complexifiée avec l'émergence de notions apparentées comme l'exclusion, la marginalisation et la privation. Et pour compliquer encore un peu plus les choses, la croissance du revenu discrétionnaire et le développement de la société de consommation marchande ont rendu plus difficile la définition de seuils de pauvreté.

L'Institut de la statistique du Québec, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, a réalisé un inventaire des indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale qui propose une vue synthétique des différentes approches et des indicateurs disponibles pour mesurer la pauvreté, accompagné de commentaires judicieux et pertinents sur les caractéristiques et les limites de chaque indicateur ainsi qu'une brève présentation des résultats de la mesure. Cet ouvrage sera précieux pour toutes les personnes – et elles sont fort nombreuses – qui parlent de pauvreté dans les débats publics, depuis les journalistes, les femmes et hommes politiques, jusqu'aux militants et chercheurs intéressés par la question de la pauvreté. Le discours public entendu à ce sujet est souvent si confus, et les avis et diagnostics avancés si souvent contradictoires, qu'on ne peut que saluer la publication de cet inventaire qui sera fort utile – à condition bien entendu d'être connu et consulté.

L'ouvrage présente quatorze types de mesures de l'incidence de la pauvreté permettant d'estimer le nombre et la proportion de personnes pauvres (le bien connu Seuil de faible revenu de Statistique Canada, par exemple), six indicateurs de développement social, vingt-neuf indicateurs sectoriels reliés à la pauvreté (nombre de personnes sans domicile fixe fréquentant les services d'aides, proportion de locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement, par exemple), six indicateurs de gravité et de persistance de la pauvreté, de même que plusieurs mesures d'inégalité et de privations en termes de niveau de vie. Les fiches donnent un résultat synthétique pour le Québec, lorsqu'il existe.

L'estimation du taux de pauvreté au Québec varie beaucoup selon les approches. Ainsi, le seuil de Sarlo construit pour le Fraser Institute estime que 8 % des personnes étaient pauvres au Québec en 2000, et cette proportion monte à 9,5% avec le MFR (mesure basée sur la médiane des revenus) en 2002, alors que la mesure du panier de consommation (MPC) l'estime à 11,9 % en 2000. La proportion grimpe même jusqu'à 21 % avec la mesure du taux de risque (indicateur de Laeken) en 2001. De telles variations sont aussi observables pour les mesures qui portent sur les ménages. Le rapport présente les seuils de faible revenu de Statistique Canada (SFR) mais il ne mentionne pas qu'il existe une « version québécoise » de ce seuil canadien, c'est-à-dire une estimation, faite par Statistique Canada d'ailleurs, qui a pris le Québec (et aussi l'Ontario) comme référence, ce qui a eu l'avantage de corriger un diagnostic biaisé estimant de manière trop élevée le taux de pauvreté dans la belle province à partir de l'approche pancanadienne qui est la seule citée dans les médias. Ainsi, le SFR estimait la proportion de personnes pauvres à 16,4 % au Québec en 1999 (10,1 % en Ontario) alors que le seuil corrigé donnait 12,5% (11,9 % en Ontario). On le voit, l'approche pancanadienne de Statistique Canada

suresstime le taux de pauvreté au Québec et le sous-estime en Ontario, essentiellement à cause d'importantes différences dans le coût de la vie, et dans le coût moyen du logement en particulier (chiffres tirés de notre article paru dans *L'annuaire du Québec 2003*, p. 177). Les mesures de *gravité* de la pauvreté montrent quant à elles que la situation est un peu meilleure au Québec que dans les autres provinces, ce qui n'est pas le cas pour plusieurs des indicateurs de niveau (estimation de proportions ou comptage de population) souvent commentés dans les médias.

Le rapport présente plusieurs indicateurs étrangers, notamment européens, qui ne sont pas disponibles au Canada ni au Québec. Qu'on pense aux mesures de la pauvreté à partir des conditions de vie ou encore aux mesures qui l'évaluent subjectivement. Notre propre fréquentation des travaux statistiques faits dans d'autres pays et la lecture de ce compendium de mesures fait par l'ISQ indiquent que l'information chiffrée sur la pauvreté pourrait être encore bien plus développée dans notre propre société. L'exemple européen montre aussi la nécessité d'avoir des mesures nationales et non pas seulement une seule mesure à l'échelle d'un grand ensemble comme l'Europe. Celle-ci ne doit pas remplacer celles-là, à cause de grandes variations dans les politiques sociales et les niveaux de vie d'un pays à l'autre. Il y a ici un enseignement à tirer pour le Canada. Comme les politiques sociales ont tendance à se différencier d'une région à une autre (et en particulier au Québec ces dernières années) et comme les niveaux de vie sont eux aussi différents (coût du logement élevé à Toronto, par exemple), il faudrait développer des mesures comparables de la pauvreté mais prenant les régions canadiennes comme références, en complément des mesures pancanadiennes que plusieurs sont réticents à abandonner. On verrait ainsi mieux les différences réelles qui existent entre les régions, ce qui a des implications importantes pour l'étude de la situation de la pauvreté au Québec, comme le montre l'exemple du SFR canadien rapporté plus haut.

Simon LANGLOIS

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Hervé GAUTHIER, Sylvie JEAN, Georges LANGIS, Yves NOBERT et Madeleine ROCHON,
Vie des générations et personnes âgées : aujourd'hui et demain, vol. 1, Québec,
Institut de la statistique du Québec, 303 p.

Si, depuis les années 1960, on a prêté beaucoup d'attention au problème de la population mondiale présentée comme une « bombe » qui a été amorcée et qui est en train d'exploser (avec notamment l'influent livre de Paul Ehrlich, la *Bombe démographique*, paru en 1968 et dont les premières sections sont intitulées : « Trop de gens », « Trop peu de nourriture » et « Une planète en agonie »), le débat s'est déplacé, au cours des récentes années, vers le problème de la dépopulation des sociétés occidentales et du vieillissement démographique. Le déclin des populations nationales et leur vieillissement prononcé sont des processus qui affectent l'ensemble des pays